

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cellule Risques Chroniques 64
Rue Pierre Bonnard
CS 87564
64075 Pau Cedex

Pau, le 24/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Safran Landing Systems

9 rue Guynemer
BP 39
64400 Bidos

Références : -
Code AIOT : 0005202494

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/11/2025 dans l'établissement Safran Landing Systems implanté 9 rue Guynemer BP 39 64400 Bidos. L'inspection a été annoncée le 30/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le site de Bidos est classé SEVESO Seuil Haut. À ce titre, l'article R. 515-98 du Code de l'Environnement impose un réexamen de l'étude de dangers (EDD) au moins tous les cinq ans. L'objectif est de vérifier que les Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) restent appropriées et que le site demeure compatible avec son environnement. La dernière révision majeure de l'EDD datait de septembre 2018. Sur la base d'une notice de réexamen de mai 2024, l'exploitant a conclu que les conclusions de l'EDD 2018 (notamment le fait qu'aucun scénario majeur n'ait d'effets

irréversibles hors site) n'étaient pas remises en cause. Sa notice préconise une mise à jour ciblée pour intégrer l'accidentologie récente et les obligations « Post-Lubrizol » (inventaire des produits de décomposition et plan de prélèvements), plutôt qu'une refonte complète du dossier. La présente visite d'inspection est réalisée dans le cadre de l'examen de la mise à jour de l'étude de dangers.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Safran Landing Systems
- 9 rue Guynemer BP 39 64400 Bidos
- Code AIOT : 0005202494
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Implanté sur les communes de Bidos et d'Oloron-Sainte-Marie, l'établissement SAFRAN LANDING SYSTEM de BIDOS exploite un site d'assemblage et de fabrication de trains d'atterrissage pour avions civils, militaires et hélicoptères.

De ce fait, l'établissement relève de la nomenclature des ICPE pour son activité de travail mécanique des métaux, de revêtement et traitement métallique et de galvanisation des métaux (rubriques n° 2560, 2565 et 2567), ainsi que par le cumul des substances dangereuses utilisées ou stockées sur site (rubriques 4000, statut Seveso seuil haut).

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements envtx

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La mise à jour de l'étude de dangers réalisée par l'exploitant porte en priorité sur la mise en conformité avec la réglementation « Post-Lubrizol » :

- identification et hiérarchisation des produits de décomposition thermique ;
- intégration des matériaux de construction (toitures, isolants en polyuréthane, réseaux PVC) et des contenants (emballages, palettes) dans l'inventaire des substances combustibles pour le calcul du potentiel calorifique ;
- élaboration d'un état des matières stockées détaillé, mis à jour quotidiennement pour les matières dangereuses, afin d'aider à la gestion d'un éventuel accident.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mise à jour de l'étude de dangers	Code de l'environnement du 03/03/2014, article R. 515-98	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	La politique de prévention des accidents majeurs	Code de l'environnement du 27/09/2020, article Article R. 515-87	Demande d'action corrective	21 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	FOUDRE – Déchets	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 23	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Mise à jour du POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	État des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
4	FOUDRE – Vérifications	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet
5	FOUDRE – Mise à disposition de l'IC	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 22	Sans objet
8	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
9	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
10	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 23	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Bien que plusieurs actions d'amélioration ont été identifiées, aucune non-conformité réglementaire majeure n'est relevée sur les fiches de constats.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à jour de l'étude de dangers

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 03/03/2014, article R. 515-98
Thème(s) : Risques accidentels, Respect des fréquences réglementaires

Prescription contrôlée :

L'étude de dangers fait l'objet d'un réexamen sous la forme d'une notice au moins tous les cinq ans et d'une révision, si nécessaire.

Lors du réexamen, l'exploitant recense également les technologies éprouvées et adaptées qui, à coût économiquement acceptable, pourraient permettre une amélioration significative de la maîtrise des risques, compte tenu de l'environnement du site. Il les hiérarchise en fonction, notamment, de la probabilité, de la gravité et de la cinétique des accidents potentiels qu'elles contribueraient à éviter et de leur coût rapporté au gain en sécurité attendu. Il se prononce sur les technologies qu'il retient et précise le délai dans lequel il les met en œuvre.

Constats :

La dernière version de l'étude de dangers du site est en date de mai 2024 (sous la référence 19575305-1), elle a été remise à l'inspection le 7 novembre 2024. Cette dernière version constitue une mise à jour jugée nécessaire par l'exploitant, d'après sa notice de réexamen quinquennal en date de février 2024, portant sur l'étude de dangers dans sa version de 2018.

Dans son réexamen de l'étude de dangers 2018 l'exploitant conclut à la nécessité de mettre à jour l'EDD sans réaliser une refonte complète de celle-ci. Cette mise à jour porte principalement sur :

- la mise à jour de l'accidentologie ;
- l'intégration des points relatifs aux évolutions réglementaires Post-Lubrizol.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous 3 mois à disposition du présent rapport :

1. Cohérence des potentiels de dangers : L'exploitant atteste de la cohérence entre les potentiels de danger liés aux produits répertoriés dans la partie confidentielle du présent rapport et ceux décrits au paragraphe 5.1.A (*Atelier de traitement de surface chimique*) de son étude de dangers.
2. Justificatifs des concentrations en HNO_3 : L'exploitant fournit les cartes de contrôle attestant des concentrations en acide nitrique (HNO_3) pour le bain mentionné dans la partie confidentielle du présent rapport.
3. Stratégie pour une analyse exhaustive de la compatibilité des produits : Il est proposé d'élaborer une stratégie méthodique permettant de réaliser une analyse exhaustive de la compatibilité chimique entre l'ensemble des produits présents sur le site, incluant :
 - un inventaire actualisé des substances (avec fiches de données de sécurité à jour) ;
 - une matrice de compatibilité croisant les risques de réaction (thermique, corrosion, dégagement gazeux, etc.) ;
 - une revue périodique pour intégrer les nouveaux produits ou modifications de formulation.
4. Étude d'écoulement des fluides et compatibilité de l'émulseur : Il convient de réaliser une étude d'écoulement des fluides afin de :
 - confirmer la compatibilité de l'émulseur (préciser le type : bio, fluoré, etc.) avec les réglages du proportionneur retenus par l'exploitant ;
 - vérifier l'homogénéité du mélange et l'absence de risques (précipitation, séparation de phases, etc.) dans les conditions opératoires.

5. Justification du logiciel VERIFLUX : L'exploitant doit justifier le choix du logiciel VERIFLUX pour la modélisation des flux thermiques, en comparaison avec les dernières évolutions de FLUMILOG, en précisant notamment :
- les critères techniques ayant motivés ce choix (précision, fonctionnalités spécifiques, validation par des tiers, etc.) ;
 - la conformité avec les exigences réglementaires en vigueur (ex. : normes NFPA, directives ATEX, etc.) ;
 - les avantages opérationnels (ex. : interface utilisateur, compatibilité avec les systèmes existants, coût) ;
 - les limites éventuelles de FLUMILOG ayant conduit à privilégier VERIFLUX.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : La politique de prévention des accidents majeurs

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article Article R. 515-87

Thème(s) : Risques accidentels, Respect des fréquences réglementaires

Prescription contrôlée :

I.-La politique de prévention des accidents majeurs définie à l'article L. 515-33 est réexaminée au moins tous les cinq ans et mise à jour, si nécessaire.

Elle est par ailleurs réalisée ou réexaminée et mise à jour :

1° Dans un délai raisonnable :

a) Avant la mise en service d'un nouvel établissement relevant du régime défini à la présente section ;

b) Avant la mise en œuvre de modifications des installations ou des activités d'un établissement entraînant un changement de l'inventaire des substances dangereuses ayant pour conséquence de le faire entrer dans le régime défini à la présente section ou, si l'établissement en relève déjà, de le faire entrer dans le régime défini à la sous-section 2 ou de l'en faire sortir ;

c) Avant la réalisation de modifications pouvant avoir des conséquences importantes sur le plan des dangers liés à des accidents majeurs ;

2° Dans le délai d'un an à compter du jour où, pour d'autres raisons que celles mentionnées au 1°, un établissement entre dans le régime défini à la présente section ;

3° Dans les meilleurs délais possibles, à la suite d'un accident majeur dans l'établissement.

II.-Le document définissant la politique de prévention des accidents majeurs ainsi que les réexamens périodiques dont il fait l'objet sont soumis à l'avis du comité social et économique prévu à l'article L. 2311-2 du code du travail.

Constats :

La dernière version de la politique de prévention des risques a été renouvelée en 2019 avec la signature de tous les membres du Comité Exécutif du Groupe Safran. Pour l'établissement de Bidos, la Politique de Prévention des Accidents Majeurs (PPAM) est fusionnée avec la politique SSE globale du site. Une actualisation est actuellement en cours. Un nouveau contenu a été partagé en Comité de Direction (CODIR) environ trois semaines avant l'inspection menée en 2025. La direction prévoit de finaliser et de diffuser cette nouvelle version d'ici la fin de l'année 2025. Par courriel du 27 novembre 2025, l'exploitant a remis la version actuelle de sa politique de prévention des accidents majeurs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La PPAM aurait dû être mise à jour en 2024, en même temps que l'étude de dangers.
Sous trois semaines à réception du rapport d'inspection, l'exploitant communique la dernière version de sa PPAM.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 21 jours

N° 3 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

Thème(s) : Risques accidentels, État des matières

Prescription contrôlée :

État des matières stockées.

Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

Constats :

Dans son Étude de Dangers (EDD) de 2024, l'exploitant s'est engagé à maintenir un état des stocks permettant de connaître en permanence la nature, les quantités et l'emplacement des produits. Cet état est mis à jour de façon quotidienne pour les matières dangereuses et

<p>hebdomadaire pour les autres matières combustibles.</p> <p>L'inventaire est informatisé et sauvegardé sur un serveur local, le rendant accessible à tout moment, y compris en cas d'accident ou de perte d'utilités,. Il dispose d'un inventaire théorique disponible depuis l'extérieur sur l'état des matières, les produits dangereux et les matières combustibles non dangereuses,. Le site dispose également d'un plan général des zones de stockage accessible dans les mêmes conditions que l'inventaire.</p> <p>Au cours de l'inspection, l'exploitant a rappelé que le site est organisé avec une politique de flux tendus et de stocks « bord de chaîne » pour limiter les quantités en atelier,. Le stock déchet est mis à jour chaque semaine.</p> <p>L'ensemble des documents remis constituent un dossier de recensement conforme aux attentes de l'article 49 de l'AM du 4 octobre 2010 modifié, car ils permettent d'identifier immédiatement la nature, la dangerosité, la quantité et l'emplacement exact de chaque substance dangereuse sur le site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Foudre – Vérifications

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.</p> <p>Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.</p> <p>La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.</p>
<p>Constats :</p>

L'étude de dangers mise à jour en mai 2024 synthétise l'architecture des études de protection de la façon suivante : L'analyse de risque foudre du site a été réalisée en 2010, réactualisée en 2011 pour tenir compte du nouveau bâtiment Titane, et mise à jour en 2019. Le site est équipé de protections contre la foudre selon les recommandations de l'étude technique. Un rapport de vérification complète des installations de protection contre la foudre a été réalisé le 21 octobre 2020.

Compte tenu de cette analyse et à la suite de la mise à la terre de l'ensemble des équipements, dimensionnée pour écouler les courants de foudre, ainsi qu'à l'équipotentialité entre les équipements, le risque foudre n'est pas retenu parmi les facteurs de risque d'origine naturelle envisageables.

Le site utilise des dispositifs de capture de type cage maillée (mailles de 20 x 20 m) et exploite la structure métallique des bâtiments comme composant naturel de capture. En complément, des parafoudres sont installés sur les points critiques, tels que les TGBT et les centrales de sécurité (incendie, gaz, extinction). Par ailleurs, l'ensemble des équipements est relié à la terre pour écouler les courants de foudre, avec un contrôle de l'équipotentialité.

Les rapports de vérifications produits par l'exploitant répondent aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 et NF C 17-102.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Foudre – Mise à disposition de l'IC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 22

Thème(s) : Risques accidentels, Mise à disposition

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.

Constats :

L'étude de dangers décrit les différentes études :

- analyse du risque foudre (ARF) sous le document de référence Rapport Bureau Veritas N°8188009/1.1.1.R daté du 7 mars 2019. Cette analyse a été initialement réalisée en 2010 et réactualisée en 2011 et 2019 ;
- études techniques de conception définissant les moyens de protection dans une étude 3L Foudre ETF-2020-03-02-V2-001 du 12 décembre /2021 et un plan d'implantations des parafoudres réalisé par SPIE le 24 janvier 2022 ;
- notice de vérification et maintenance 3L Foudre NVM-2022-01-10-V1-001.

Par courriel du 27 novembre 2025, l'exploitant a remis à l'inspection :

- le rapport de vérification complète N°8802995/7/5 du 4 septembre 2024 ;
- le rapport de vérification complète N°8802995/7/6 du 26 août 2025.

Il n'existe pas de compteurs de coups de foudre physiques installés sur les structures du site. L'exploitant a fait le choix de remplacer ces dispositifs par un abonnement « Météo-orage ». Après chaque épisode orageux, un rapport précisant le nombre d'impacts, leur localisation exacte par rapport au site et leur nature (nuage-nuage ou nuage-sol) est transmis à l'exploitant.

Constat d'une absence d'impacts réels par sondage, l'examen d'un rapport spécifique (septembre

<p>2022) a été effectué lors de la présente inspection. Il a montré que les phénomènes détectés étaient essentiellement des éclairs « nuage-nuage » et non des coups de foudre au sol sur le site. L'exploitant a précisé qu'aucun impact n'a été recensé sur le site depuis la mise en place de cet abonnement.</p> <p>Les deux rapports de vérification complète annuels concluent à une situation sans écart pour les structures contrôlées.</p> <p>Le rapport de septembre 2024 précise qu'« aucune modification nécessitant la réactualisation des documents d'étude (...) n'a été observée » depuis la visite précédente.</p> <p>Sur la qualité formelle du suivi, l'inspection a noté qu'il serait préférable que les rapports de vérification mentionnent explicitement que le prestataire a consulté les relevés Météo-orage pour confirmer l'absence d'impacts entre deux visites, afin de garantir que la chaîne de protection n'a pas été rompue par un événement non détecté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection invite l'exploitant à faire préciser à son prestataire, dans les prochains rapports de contrôle, que les relevés de l'abonnement « Météo-orage » sont bien examinés au moment du contrôle.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : FOUDRE – Déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 23</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les paratonnerres à source radioactive présents dans les installations sont déposés avant le 1er janvier 2012 et remis à la filière de traitement des déchets radioactifs.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure, lors de l'inspection, d'infirmier ou de confirmer la présence d'anciens paratonnerres radioactifs (contenant du Radium 226 ou de l'Américium 241) en stock en attente d'élimination.</p> <p>Les deux rapports de vérification examinés font état de la conformité à la norme NFC 17-102 excluant de fait la présence sur les installations de paratonnerres radioactifs.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant confirme l'absence de paratonnerre radioactif dans ses inventaires.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 7 : Mise à jour du POI

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100</p>

Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires

Prescription contrôlée :

SSH :

Code de l'environnement

R. 515-100

« Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. »

SSB :

Arrêté du 26 mai 2014

Art. 5

« Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. »

Constats :

Une version du POI est physiquement disponible dans la salle POI. Une nouvelle version est en cours de mise à jour, pour être validée en interne en fin d'année 2025 en vue d'une diffusion officielle prévue pour début 2026. L'exploitant prévoit sa diffusion en janvier 2026. Pourtant, l'exploitant reconnaît en séance que rien n'empêche de diffuser la version en cours de mise à jour, puisqu'elle est déjà opérationnelle et utilisée en salle de crise.

À la suite des remarques de l'inspection, soulignant que le POI actuel (la version du POI actuellement diffusée, en date de mars 2024, révision 7) n'intègre pas la mise à jour de l'étude de dangers, SAFRAN s'est engagé à diffuser la version la plus récente (août 2025) en format papier immédiatement après l'inspection.

La version POI d'août 2025 a pu être consultée par l'inspection ; cette version inclut principalement des mises à jour portant sur :

- révision 5 (30/01/2023) : Intégration des TGBT (Tableaux Généraux Basse Tension), mise à jour de la cartographie ATEX et des fonctions de la cellule POI ;
- révision 6 (30/01/2024) : Ajout du Plan de prélèvements environnementaux Post Incident et création de la fiche 05-15 sur les déversements de produits ;
- révision 7 (30/08/2024) : Création de la fiche 02-11 relative à la décontamination après sinistre ;
- révision 8 (24/08/2025) : Mise à jour de la fiche 2-10 concernant les prélèvements après sinistre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre une version papier du POI actualisé à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Liste des substances recherchées et milieux associés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] » <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le POI précise de manière détaillée les substances recherchées dans différents milieux, ainsi que la justification de ces choix. La liste inclut tous les compartiments.</p> <p>La stratégie de prélèvement cible trois milieux récepteurs prioritaires :</p> <p><u>Air ambiant</u></p> <p>Recherche des gaz de combustion et produits toxiques volatils tels que le monoxyde de carbone (CO), le dioxyde d'azote (NO₂), le dioxyde de soufre (SO₂), les particules (PM10 et PM2,5), les composés organiques volatils (COV), les aldéhydes, ainsi que les acides chlorhydrique (HCl), fluorhydrique (HF), bromhydrique (HBr) et cyanhydrique (HCN).</p> <p>Prélèvements par lingettes pour quantifier les dépôts de métaux, HAP, PCB, dioxines et l'éventuelle présence d'amiante issue des matériaux de construction.</p> <p><u>Le sols et les végétaux</u></p> <p>Analyse des retombées atmosphériques incluant les 8 métaux lourds (arsenic, cadmium, chrome, cuivre, mercure, nickel, plomb, zinc), les hydrocarbures aromatiques polycycliques (16 HAP), les PCB et les dioxines/furanes.</p> <p><u>Les eaux (surface et souterraines)</u></p> <p>Mesure de paramètres physico-chimiques (pH, MES, DCO, DBO₅), de l'azote, du phosphore, des métaux, des hydrocarbures totaux, des PFAS (28 composés) et des dioxines.</p> <p>Pour justifier du choix des substances et des milieux de prélèvement, l'exploitant fait référence :</p>

- au guide méthodologique de l'INERIS ;
- à l'inventaire des produits présents sur site ;
- aux scénarios d'accidents de l'Étude de Dangers (EDD) ;
- à l'étude des produits de décomposition ;
- aux valeurs Toxicologiques de Référence (VTR) connues ou au caractère bioaccumulable et persistant de certaines substances.

L'exploitant a utilisé le guide INERIS Omega 16 comme référentiel méthodologique pour identifier les substances toxiques susceptibles d'être émises par un incendie.

L'exploitant recherche l'intégralité des 14 familles de produits de décomposition recommandées par l'INERIS (gaz de combustion, dérivés halogénés, soufrés, azotés, métaux, aldéhydes, etc.).

Bien que l'Omega 16 soit la base, l'exploitant a complété sa liste selon les recommandations Post-Lubrizol, incluant par exemple les PFAS dans les eaux et l'amiante par essuyage de surfaces.

L'exploitant a explicitement intégré l'amiante dans son programme, car la présence d'amiante est confirmée dans les toitures en fibrociment de certains bâtiments.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Stratégie de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI

Prescription contrôlée :

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

[...]

- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.

Constats :

La réalisation des prélèvements est confiée à Bureau Veritas Exploitation (BVE) par un contrat au niveau Groupe (SAFRAN). Le contrat est conclu pour une durée de 3 ans, renouvelable. Pour le site de Bidos, la stratégie prévoit, pour l'air ambiant, un déploiement sur 12 points de mesure (1 point sur site, 3 points témoins hors zone d'impact et 8 points sous le panache de fumées). Les équipements de prélèvement prévus sont :

- mesure en continu : des microcapteurs électrochimiques (pour CO, NO₂, SO₂), des capteurs optiques (poussières) et des détecteurs à photo-ionisation (PID) pour les COV totaux ;
- prélèvements actifs (pompage) : des pompes de prélèvement avec des supports spécifiques : filtres imprégnés (acides), tubes à charbon actif ou tubes Tenax (COV) et gel de silice DNPH (aldéhydes) ;
- supports intégratifs passifs : des tubes adsorbants type Radiello sur une durée plus longue ;
- ponctuel : des canisters ou sacs Tedlar pour un *screening* par chromatographie gazeuse.

Le contrat prévoit un dispositif d'astreinte 24 h/24 et 7 j/7 avec Bureau Veritas, pour garantir une intervention sur site dans un délai de 4 à 10 heures. Les premiers résultats « flash » pour l'air sont attendus sous J+1 à J+2. Pour les autres milieux, les délais standards s'étendent de 3 jours (sols) à 14 jours (eaux). L'exploitant a prévu de réaliser une campagne de « bruit de fond » (temps zéro) en 2026 pour disposer d'un état de référence de l'environnement du site.

Par sondage, il a été vérifié la cohérence de la stratégie de prélèvement avec la liste des substances recherchées établie par l'exploitant. Ainsi, il est constaté que le protocole prévoit la recherche d'un forfait de 8 métaux lourds (arsenic, cadmium, chrome, cuivre, mercure, nickel, plomb, zinc), des HAP (16 composés), des PCB et des dioxines/furanes. Ces substances ont été choisies car elles correspondent aux retombées potentielles des fumées identifiées dans les scénarios d'incendie majeurs (comme le PhD 2 sur le traitement de surface).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Personnels compétents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 23

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu PDI

Prescription contrôlée :

Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

Constats :

La réalisation des prélèvements est confiée à Bureau Veritas Exploitation (BVE), le contrat précise que les services opérationnels de BVE sont intégrés à des laboratoires accrédités par le COFRAC selon la norme NF EN ISO 17 025. Ces accréditations sont segmentées par domaine d'investigation :

- air : Accréditations pour la surveillance de la qualité de l'air (LAB REF 30), les émissions de sources fixes (LAB REF 22) et le contrôle des expositions professionnelles (LAB REF 27) ;
- eaux : Accréditations pour l'échantillonnage d'eau et les essais physico-chimiques sur site (LAB GTA 29) ;
- amiante : Accréditations spécifiques pour les mesures d'empoussièrement (LAB REF 26 et 28).

Le prestataire s'engage à mobiliser des intervenants dont les compétences sont cohérentes avec les matrices prélevées. Le contrat prévoit un exercice annuel pour tester en conditions réelles la capacité du binôme d'intervention dans la mise en œuvre des protocoles de prélèvement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Liste des produits de décomposition

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9

Thème(s) : Actions nationales 2025, Produits de décomposition

Prescription contrôlée :

La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.

Constats :

La liste des produits de décomposition est présente dans la mise à jour de l'étude de dangers de mai 2024. Elle fait l'objet du chapitre 11.1, intitulé « Détermination des produits de décomposition des fumées d'incendie ».

Tous les produits de décomposition identifiés dans l'étude de dangers sont intégrés parmi les substances recherchées dans les différents milieux identifiés au POI. Cette dernière liste est

élargie par :

1. Les PFAS : La stratégie de prélèvement pour le milieu « Eaux » inclut la recherche de 28 composés PFAS. Le plan de prélèvement prévoit le suivi de nombreux paramètres qui ne sont pas des produits de combustion : pH, MES (Matières en suspension), DCO (Demande Chimique en Oxygène), DBO₅ (Demande Biochimique en Oxygène), azote total, chlorures, phosphore, substances extractibles à l'hexane, AOX (Halogènes organiques adsorbables) ;
2. Les Hydrocarbures (HCT), bien que les suies et les COV soient des produits de décomposition, la stratégie cible spécifiquement les HCT (Hydrocarbures Totaux) : Ils sont recherchés dans les sols, sur les surfaces (lingettes) et dans les eaux pour détecter des fuites directes de produits liquides (huiles, Skydrol) consécutives à une perte de confinement, plutôt qu'une décomposition thermique.
3. Les BTEX (Benzène, Toluène, Éthylbenzène, Xylènes) : Spécifiquement mentionnés pour le milieu sol, recherchés dans les différents milieux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous 3 mois à notification du présent rapport, l'exploitant justifie de la pertinence des résultats de modélisation de l'étude CNPP 2018 par rapport aux hypothèses révisées de l'inventaire des matériaux combustibles, disponible dans la mise à jour de l'étude de dangers de mai 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois